

Introduction

I-Constats et analyse de la situation .

- 1- Ne pas nier, ni diaboliser: essayer de comprendre
- 2- Quelques chiffres
- 3- La culture de banlieue.
- 4- L'appât du gain: besoin de satisfaire une envie dans l'immédiateté
- 5- La violence: une des réponses à l'ennui
- 6- La "bande" comme moyen de reconnaissance
- 7- Violences contre les Institutions

II -Des éléments de compréhension.

- 1 -L'incivilité se généralise
- 2- Des familles défaillantes
- 3- Extinction de la culture ouvrière
- 4 -Crise des lieux de régulation
- 5 -La délinquance en "col blanc"
- 6- La drogue
- 7- Le racisme
- 8- La gestion de l'espace public
- 9- Les contrats locaux de sécurité
- 10- La police
- 11- La justice

III –Quelques propositions et pistes d'actions

- 1- Le service public: enjeu de citoyenneté
- 2- Gérer sa peur, ses émotions
- 3- Restaurer la parole, et l'expression
- 4- Faire respecter la loi
- 5- Violence structurelle : créer un rapport de force

Conclusion

Insécurité et Violences.

Introduction

Les phénomènes d'incivilité et de violences dans la vie de tous les jours dont il ne faut pas minimiser l'ampleur traduisent une cassure et un approfondissement des inégalités. Ils suscitent un sentiment de peur et une réaction émotionnelle dont il ne faut pas limiter la portée. Et pourtant la violence n'est pas une fatalité. Vouloir la comprendre et la faire reculer est un affaire qui concerne tout le monde. Le MAN, Mouvement pour une Alternative Non-violente, qui œuvre pour la promotion de la nonviolence, se doit de prendre la parole sur cette grave question en soutenant les multiples actions menées avec d'autres en réseaux, dans les quartiers où les personnes les plus démunies se mettent ensemble pour améliorer leurs conditions de vie, et partout où une alternative crédible à la mondialisation libérale est en train de naître. De nombreuses expériences prouvent que de plus en plus d'individus font reculer la violence en mettant en œuvre des actions citoyennes. Ce frémissement citoyen aura une véritable signification que s'il débouche sur un processus global de changement de société en rompant avec la culture de violence. De cette violence, de cette insécurité nous devons en parler, oui mais autrement.

I) Constats et analyse de la situation .

1- Ne pas nier, ne pas diaboliser, essayer de comprendre.

Le phénomène des incivilités et des violences dans la vie quotidienne doit être pris très au sérieux car il est révélateur de problèmes de fond beaucoup plus graves que sont : l'exclusion, le chômage, un déficit éducatif et démocratique. Ces comportements violents ne doivent pas être banalisés car ils rendent difficile la vie en société. De plus, ils sont souvent le fond de commerce de partis et de mouvements politiques qui prônent le racisme, la xénophobie, la peur et le rejet de l'autre. L'attitude de certains antiracistes et de certaines municipalités qui, jusqu'à maintenant cherchaient à minimiser les conditions de vie difficiles dans les banlieues a sans doute aussi alimenté les propos extrémistes.

Aujourd'hui, toutes les mairies reconnaissent le problème des violences urbaines. De nombreux maires, de droite comme de gauche ont un discours et des pratiques sécuritaires .(ex: mise en place de système de vidéo-surveillance, couvre-feu pour les jeunes de moins de 13 ans dans certains quartiers...). De plus le nouveau dispositif de sécurité dans le cadre de la lutte contre le terrorisme en autorisant les fouilles, les palpations corporelles... et en stigmatisant certains individus, inquiètent les défenseurs des libertés individuelles que nous sommes.

Entre nier et diaboliser il faut essayer d'analyser ce phénomène des violences dans la société , de le comprendre, de mettre de la pensée pour en dégager un sens, une signification, et réfléchir pour mettre en place des solutions. La réflexion, la pensée est nécessaire mais il faut aussi travailler sur ses émotions et son ressenti. Les réponses à cette question sont complexes car elles mêlent à la fois émotion et subjectivité, médiatisation et représentation, jeune et adulte, exclusion et citoyenneté, transformation économique et transformation sociale, éthique et éducation, politique sociale et de logement, immigration et étrangers, parcours personnel et influence culturelle. Les pistes d'actions pour tenter de donner des orientations dépendant de l'analyse que l'on en fait.

2- Quelques chiffres

Depuis 15 ans, il y a une augmentation des actes de violence et de délinquance. Les chiffres sont difficiles à apprécier surtout que le plus souvent ils renseignent davantage sur l'activité policière que sur une véritable évolution de la délinquance. Néanmoins la Commission Villes et banlieues des Renseignements Généraux comptabilise 6000 faits de violences urbaines (vandalisme, razzia dans les commerces, rodéo de véhicules, incendies de voiture) et 800 blessés en 1997. Elle définit 684 quartiers difficiles sur le territoire, chiffres cités par "Mission sur les violences urbaines" de Sophie Body-Gendrot et Nicole le Guennec, enquête commandée par le ministre de l'intérieur. Parallèlement le taux de criminalité est en très nette diminution. Autre élément nouveau et inquiétant : la part des mineurs dans la délinquance globale ne cesse d'augmenter. Elle est de 23,3 % en 1997 contre 17,5 % en 1987. En Angleterre, le taux est de 41 %.

3- La culture de banlieue.

La banlieue est définie par le mot lui-même, ce qui se trouve à une lieue du centre ville, et ce qui est au ban du lieu royal. Ce n'est pas un hasard si le formidable documentaire réalisé par Bertrand et Nils Tavernier diffusé en décembre 97 par France 2 porte le titre significatif : " De l'autre côté du périph". La banlieue est en général coupée du centre ville par une autoroute, une voie rapide, un périphérique, une ligne de chemin de fer. Cela participe à la relégation de la population comme à son bannissement. Historiquement les centres villes se sont débarrassées des classes laborieuses "des classes dangereuses" en créant en leur extérieur des ZUP (zones à urbaniser prioritairement). Dans les années 50, face à une augmentation de la population urbaine, un souci "hygiéniste" a nettoyé les villes de ses taudis et de ses populations les plus populaires. Mais il faut savoir qu'aujourd'hui avec le développement de zones urbaines résidentielles au milieu de la verdure et des petits oiseaux , les classes sociales moyennes abandonnent le centre ville, et à nouveau on trouve des poches importantes de grande pauvreté au coeur des grandes villes.

Les banlieues ont été construites à l'époque du stakhanovisme du béton, les appartements étaient modernes, confortables, peu chers, mais rapidement la concentration a posé des problèmes d'autant plus que les aménagements annexes aux appartements: équipements socio-éducatifs, commerces, installations sportives..... ont été différés dans le temps. Il faut reconnaître aujourd'hui que certaines collectivités (mairie, office HLM.....) mobilisent beaucoup d'énergie et d'argent pour entretenir joliment les espaces extérieurs, et que certaines banlieues ont plus d'équipement socio-éducatifs et culturels de proximité que certains beaux quartiers. Mais globalement le cadre de vie dans les banlieues est marqué par cet urbanisme particulier (grandes tours ou barres d'immeubles proches les unes des autres, peu d'espace, peu d'équipements) que les opérations de réhabilitation ne peuvent pas modifier. De plus la restauration du bâti certes nécessaire ne

modifie pas foncièrement le mode de vie de la banlieue et de ses habitants.

Nous savons que l'ascenseur de la promotion sociale est en panne (collectivement la génération qui monte n'aura pas un niveau de vie supérieur à la génération des parents) on retrouve le même phénomène dans le logement social. Pour la plupart des familles, le passage en ZUP était temporaire, chacun essayait d'accéder à la maison individuelle. Ce processus a fonctionné jusque dans les années 80. Aujourd'hui la plupart des habitants des banlieues n'ont plus de parcours promotionnel de logement, et vivent la douloureuse expérience d'être en quelque sorte assignés à résidence. Du fait de leur niveau socio-économique, du fait du peu de mouvement dans le logement social, les populations savent qu'elles ne peuvent quitter la banlieue. Même une demande de mutation dans la même cité, la même allée exige beaucoup d'énergie, de multiples démarches administratives, plusieurs mois d'attente pour en général aboutir à un refus. Dans les années 80, les municipalités et les offices HLM ont redéfini leur politique de peuplement, et ont refusé d'accueillir de nouvelles familles étrangères. Il y avait à cette époque beaucoup d'appartements vides. Ces appartements vacants ont été proposés à des familles certes françaises mais en très grande difficulté économique et sociale et ces logements ont été acceptés, faute de mieux. C'est ainsi qu'il y a dans les banlieues des grandes villes un véritable quart monde constitué de familles françaises, très précaires, avec d'énormes carences affectives et éducatives.

Régulièrement, les hommes politiques soulignent les différences culturelles et les difficultés de cohabitation. On se souvient des propos de Jacques Chirac sur les "odeurs des immigrés" et ceux d'Eric Raoult sur "la vie impossible en banlieue". Il semble que dans les nouvelles générations, les différences culturelles et ethniques s'estompent et qu'aujourd'hui, la banlieue produit sa propre culture.

- Au niveau culinaire: on trouve encore du couscous chez les familles du Maghreb et du pain traditionnel fait à la main chez les Turcs, mais la nourriture de fastfood surgelé (pizza, frites, steak haché, coca cola...) se généralise. Le moment du repas a perdu sa dimension rituelle. Ce n'est plus le partage d'un symbole: le repas avait pour vocation de rassembler tous les membres de la famille et la réunir, de faire le point. Les familles perdent l'habitude de préparer une alimentation diversifiée et équilibrée. Cette nouvelle nourriture, fortement appréciée par les enfants et les jeunes favorise les problèmes de santé: malnutrition, obésité, problème de dentition. Si l'accès aux soins se généralise, les soins dentaires restent un luxe, ce qui a des conséquences dramatiques sur l'aspect physique ultérieur.

-La tenue vestimentaire est pratiquement la même pour tous les jeunes. Le langage et le vocabulaire sont codés. C'est un subtil sabir de borborygmes, d'argot, de verlan et d'insultes. N'y a-t-il pas lieu de craindre que cette uniformisation d'une langue parlée rudimentaire appauvrisse la pensée, et donc le discernement et la liberté. L'accent des banlieues à la mode du RAP n'a rien à voir avec l'accent de la langue maternelle des parents.

-Un autre élément qui caractérise le mode de vie des banlieues est l'extrême fascination pour la société de consommation, cette culture du "pauvre". On sait que lorsque les besoins vitaux sont à peine satisfaits, il est difficile d'avoir un esprit critique sur ses conditions de vie et son environnement. Avec de tous petits revenus certaines familles se privent de l'essentiel pour acheter à crédit "une belle voiture qui restaure leur image", voiture qu'on est prêt à défendre à coup de fusil à pompe s'il le faut. C'est souvent dans le souci de ne pas frustrer davantage leurs enfants que les familles font des sacrifices pour acheter un 2ème ou 3ème poste de télévision ou des vêtements de marque.

-Autre caractéristique: la culture de l'image. Il est très rare de trouver, dans les appartements, des livres ou des journaux. C'est une surconsommation de télévision, cassettes et jeux vidéos qui sollicitent beaucoup certains sens (la vue et l'ouïe) au détriment d'autres (le toucher, le sentir). La perception est alors moins physique, moins sensorielle. Les jeux pour enfants sont rares: seulement quelques jouets stéréotypés: poupée Barbie, voiture téléguidée vite inutilisable faute de piles.

4- L'appât du gain: besoin de satisfaire une envie dans l'immédiateté.

La plupart des jeunes qui commettent des violences sont issus de familles défavorisées, de quartiers stigmatisés. Pour certains, privés de travail et de la moindre ressource, intervient l'appât du gain: "*Ce qui est à l'autre m'appartient et tous les moyens me sont permis pour arriver à mes fins*", avec menaces, violences physiques ou psychologiques, intimidations, utilisation d'armes. Cela peut commencer très tôt: racket à l'école, vol, recel.

Alors se développe en marge une économie parallèle, des zones de non-droit au fonctionnement mafieux, des trafics de tous genres, la loi du silence, les chefs de bande, les rapports ambigus avec la police (indic...). Certains parents qui ont du mal à vivre avec des revenus extrêmement modestes ferment les yeux sur les activités de recel à leur domicile (blousons, matériel hifi...). Il faut rappeler qu'un RMI pour 2 adultes et 2 enfants s'élève (au 1-1-2001) à 3748,66F, prestation familiales comprises. Malgré les 10 ans de RMI, les jeunes de moins de 25 ans n'y ont toujours pas droit...

La toxicomanie qui nécessite énormément d'argent accentue ces comportements déviants et la grande délinquance. L'appât est encore plus fort chez un jeune qui ne possède pas d'argent et chez qui la société de consommation exerce une véritable fascination mimétique: importance de la "marque", du paraître, de l'image. télévision ou des vêtements de marque. Compte tenu du contexte il n'y a pas cette distance par rapport au mode de consommation qu'on trouve parfois dans certaines classes moyennes plus fortunées. Le système des représentations et des valeurs diffusé par la société occidentale amplifié par la télévision est bien intégré par les populations défavorisées: la richesse de l'individu se résumerait à ce qu'il possède.

La publicité est omniprésente dans la vie quotidienne, elle provoque un véritable engouement pour la consommation mimétique, elle fait miroiter le bonheur à travers la possession de biens de plus en plus sophistiqués et indispensables pour être dans la norme, pour être comme les autres.

Si il y a révolte dans les banlieues, il n'y a aucune contestation profonde de la société libérale. Seuls les musulmans fondamentalistes ont un discours radical. Certains critiquent la société occidentale et notamment son mode de consommation. Ils préconisent un retour aux valeurs traditionnelles, à une éducation stricte, à une recherche de spiritualité et à un certain détachement par rapport aux biens matériels, Certains jeunes, notamment ceux qui ont fait des études, sont tentés par ce discours et cette pratique d'une vie plus maîtrisée.

5 –La violence: une des réponses à l'ennui

Ce qui est le plus frappant dans le mode de vie des populations défavorisées, c'est un profond ennui, un temps qui s'étire très lentement, sans but, sans projet. Une partie importante de la population des banlieues est inoccupée. Dans certaines familles, seuls les enfants scolarisés se lèvent le matin avec un objectif: aller à l'école. Pour les autres, il y a une grande vacuité et peu de repères dans le temps: certains peuvent dormir en pleine journée...des jeunes, ayant passé une partie de la nuit dehors dans les allées, dorment jusqu'à midi...d'autres sont avachis pendant des heures devant des cassettes vidéo...L'après-midi, ce sont les pères de famille inactifs qui font la sieste. L'industrialisation, et la concurrence ont mis à disposition des familles des objets de consommation les plus fous et les plus inutiles à des prix tels "que cela ne vaut pas le coup de le faire soi-même". La créativité au sein du foyer familial n'est plus valorisée.

Les conséquences de cette situation sont nombreuses et graves. Cet ennui, cette absence de perspective entraîne soit un processus dépressif autodestructeur, soit un sentiment de frustration et une montée de l'agressivité, de colère souvent mal canalisées. La cohabitation de 6 ou 7 personnes inoccupées dans un appartement de 65 m², est source de tension et de violence familiale. Cette promiscuité, cette absence d'espace privé dans le logement renforce ce sentiment de ne pas avoir de place, de ne pas avoir sa place. L'extérieur de l'appartement, le hall d'entrée, l'allée, le bas de l'immeuble sont investis comme le prolongement de cet espace privé et personnel qui manque tant.

Certaines violences commencent comme un jeu, un défi: faire peur aux passants, faire du chahut dans le métro, menacer...C'est une certaine façon de lutter contre l'ennui, la monotonie. Combien de jeunes se lèvent sans avoir aucune occupation dans la journée. On se retrouve en bas de l'allée, on "rouille", on "tient les murs". Pour s'occuper, on cherche à faire quelques bêtises qui dégénèrent vite.

La violence est vécue comme un pouvoir dans une vie sans pouvoir. La violence peut devenir une manière de se dépasser, une façon d'exister, d'être considéré, surtout lorsque les médias sont à l'affût de quelques faits divers. Tout à coup, son quartier, sa cité devient la vedette, les jeunes sont sous les feux des projecteurs, Beaucoup de jeunes issus de l'immigration souffrent d'avoir vu leurs parents, particulièrement leur père, vivre dans la soumission, dans l'humiliation d'un travail difficile, mal considéré et mal rémunéré. L'objectif des primo-arrivants était de ne pas se faire remarquer, de passer inaperçu, de se faire oublier. Les enfants ont grandi, ils veulent sortir de l'ombre, vivre à la lumière et avoir une "part du gâteau". Ils ont un besoin frénétique de valorisation et de reconnaissance.

6- La Bande: comme moyen de reconnaissance.

Les jeunes délinquants sont souvent respectés dans la bande où ils passent pour des héros. Ils jouent la vedette dans leurs attitudes et leurs propos. Cela apporte un peu de brillant dans la grisaille de leur vie. Basculer dans la délinquance, c'est devenir le "caïd" c'est être enfin reconnu et posséder ces atouts de réussite que sont les beaux vêtements, la belle voiture, le succès auprès des filles... Les moins de 25 ans ont grandi avec la télévision et les jeux vidéo qui jouent un rôle important d'identification et de massification des modèles. Les hors-la-loi sont des héros à la télévision. Toutes les études prouvent que ce sont les enfants et les adolescents des familles populaires qui regardent le plus la télévision.

Certaines études et analyses récentes de psycho-sociologues font maintenant de nouvelles hypothèses sur le fonctionnement groupal. Ainsi Didier Lapeyronnie, professeur à l'université de Bordeaux, et David Lepoutre qui a écrit: "Coeur de banlieue: codes, rites et langages" pensent maintenant que la violence n'est pas le produit d'un vide social, mais d'un trop plein social. Les individus les plus désocialisés sont rarement les plus violents. Ils ont plutôt des conduites de retrait ou de prostration. Dans son livre, D.Lepoutre donne l'exemple d'un jeune délinquant qui connaît au moins 300 personnes dans sa cité et qui dit bonjour quotidiennement à 50. La violence apparaît moins comme une absence d'intégration que le signe, la conséquence, le révélateur d'une hyper-intégration au groupe et à la socialisation des conduites. C'est la manifestation de l'expulsion du "je" comme sujet individuel pour privilégier le groupe et la protection du "nous". L'accès à l'individualisation, au jugement personnel et à la morale personnelle devient impossible. La violence est la manifestation d'une existence sociale, de l'autorité collective du groupe dans l'espace public, dans le quartier. Le groupe prend en charge et affirme une masculinité que l'individu ne peut assumer. Les propos sont le plus souvent sexistes, machistes, homophobes et racistes. Ces conduites violentes ne permettent pas de cerner la personnalité des membres du groupe. Chacun pris isolément adopte d'autres comportements et bien souvent dénonce ce genre d'agissements comme ceux de "fous" ou de "désespérés".

Charles Rojzman décrit le comportement des jeunes délinquants ainsi : derrière des propos provoquants et des attitudes arrogantes il y a souvent un manque d'estime de soi, la recherche d'une reconnaissance individuelle et sociale, un désarroi et une grande fragilité face aux mutations de la société, le refuge dans une explication très simpliste du monde et l'incapacité à intégrer la complexité. Un comportement grégaire qui fonctionne avec des rites de chef de bande, l'altérité et l'extérieur sont souvent vécus comme dangereux

7- Violences contre les institutions.

Il n'y a pas de statistiques précises sur ces violences, toutefois nous pouvons faire quelques hypothèses: le service public est normalement un instrument de solidarité nationale, mais il est vécu, dans les banlieues comme une machine à exclure. La perte de la légitimité des institutions tient à leurs difficultés à tenir la promesse de progrès social et d'égalité des chances pour tous, traditionnellement rattachées à leurs missions.

Lorsque des jeunes attaquent ou vandalisent leur collègue, on pourrait penser qu'ils ne l'aiment pas, il faut peut-être faire l'hypothèse qu'ils l'aiment trop, qu'ils avaient mis beaucoup d'espoir en lui, et que l'école les déçoit en les excluant, en les rejetant.

Les institutions de la république ont de plus en plus de mal à tenir leurs promesses d'intégration et à être conformes à leur fonction d'accès à l'égalité. Les institutions rencontrent de grandes difficultés: malaise des agents, inadaptation aux changements difficiles. Elles sont de plus en plus soumises à des logiques économiques et commerciales. Elles ne sont plus en mesure de remplir leur mission classique. Il y a besoin de sortir d'un fonctionnement trop hiérarchisé pour travailler dans la transversalité et prendre des mesures qui relèvent de l'équité (discrimination positive) pour approcher de l'égalité.

Pour les services sociaux les agressions contre le matériel ou le personnel sont extrêmement rares ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de violence verbale ou à des comportements agressifs. Le plus souvent les personnes les plus agressives envers le service social ne sont ni les jeunes ni les familles étrangères. Ce sont les familles françaises confrontées brutalement à une dégradation de leur situation sociale: perte d'emploi, vente de maison, divorce. baisse considérable de revenus qui nécessite une demande de RMI par exemple. C'est le syndrome des "petits blancs" bien connu aux USA.

Il faut souligner également une énorme fatigue de l'ensemble du personnel des services publics: Poste, ANPE, Transports, Ecole...Même s'il y a peu d'agression, il y a de la part de certains jeunes une pression sans cesse sur le personnel qui alimente la peur, le stress, l'incompréhension, le racisme et des mécanismes psychologiques de protection d'autant plus que la fonction publique est collectivement mal considérée.

Tous les équipements: écoles, bus, services divers ne sont pas seulement victimes de la violence de tous les jours, ils font partie du contexte de cette violence . S'ils font partie du problème, les services publics font aussi partie des solutions. Souvent le personnel mis en confiance peut être très inventif pour améliorer l'accueil par exemple. Pour être respectées les institutions doivent montrer qu'elles sont respectables en multipliant les actions de proximité.

II) Des éléments de compréhension.

1 -L'incivilité se généralise.

Les actes d'incivilité: agressivités verbales, absence de politesse, gestes obscènes, bruit, bousculades, petites dégradations de certains lieux publics ou privés sont la première étape de la spirale de la décomposition sociale. Ils sont à l'origine du climat d'insécurité dans la vie courante. Si ces incivilités ne sont pas prises en compte, la voie devient libre pour d'autres déviances. La violence urbaine est un mélange de délinquances et de violences anti- institutionnelles.

Elle est collective, ouverte, provocatrice. Elle est à la fois:

- Destructrice: incendie d'école, agression des bus et des chauffeurs...
- Emotionnelle: attroupement hostile, émeute, réaction contre des policiers...
- Parfois ludique... spectaculaire...
- Très souvent crapuleuse et organisée (bandes armées et cagoulée...)
- Presque toujours juvénile
- Le plus souvent masculine.

Il faut peut-être changer de terminologie car "violences urbaines" ne correspond plus vraiment à la réalité. On remarque un glissement de territoire avec des problèmes de violences dans des établissements scolaires de campagne et dans des petites villes. La violence des banlieues se déplace vers les centres villes. C'est une violence réactionnelle tournée contre les biens, les personnes, les institutions. Cette violence singulière effraie, d'autant plus qu'elle ne semble procéder d'aucune règle définie à l'avance. Le personnel des collèges, les usagers des transports en commun le font très justement remarquer: "*On ne sait pas comment ça commence, comment ça dégénère.*" Il suffit d'une ambiance un peu électrique, un regard de travers et c'est parti...

Certains actes de délinquance sont très organisés, notamment tout ce qui est en lien au trafic de drogue. Les actions de destruction massives et les émeutes sont souvent la réponse à des violences policières, des assassinats ou des faits divers dramatiques ("bavures"...)

Ces actes d'incivilités se généralisent jusque dans la conduite routière. Au volant la réglementation (feu rouge, cédez le passage, limitation de vitesse, alcool au volant...) est de moins en moins respectée, et pas seulement par les jeunes conducteurs. Ce qui domine dans cette pratique routière qui semble se généralisée c'est le non-respect du code de la route et la fierté d'avoir échappé aux contrôles. Il y a comme une jouissance à avoir enfreint la loi en toute impunité.

2- Des familles défaillantes.

Il est frappant de voir comment de nombreux parents, et peut-être surtout des mères face à leurs garçons défendent et couvrent les actes de l'enfant: lorsqu'il est petit dans le quartier ou dans la cour de l'école, lorsqu'il est plus grand, face à des actes plus délictueux. Dans un climat qu'elles vivent inconsciemment comme hostile, telles des louves, elles protègent la chair de leur chair. Il est courant d'entendre les propos suivants:"ce n'est pas lui, et si c'est lui, ce n'est pas de sa faute". Cette attitude est psychologiquement dramatique car elle ne permet pas une construction saine de la personnalité de l'enfant. De plus, il est difficile, lorsque cet enfant devient adulte de se détacher d'une mère qui représente un tel rempart, un tel bouclier.

Le père traditionnellement transmettait les valeurs morales, et initiait le rapport à la loi. Aujourd'hui il a perdu son pouvoir sur ses enfants. Petit à petit il ne joue plus ce rôle d'initiateur, il n'est plus celui qui transmet le patrimoine, le métier, ni le savoir-faire ou les passions par le partage d'un centre d'intérêt commun.

Le désengagement des familles dans les quartiers de banlieue est malheureusement une réalité souvent constatée. Comment sont-elles arrivées à ce stade de découragement ? Ce n'est pas par choix que des parents voient leurs enfants échouer en classe. Ce n'est pas par choix que, le plus souvent, ils restent dans ces quartiers. Ce n'est pas par choix que des pères et des mères voient leur enfant glisser dans la délinquance ou s'adonner à la drogue... Leur situation sociale et économique ne les met pas en mesure de faire face à ces nouveaux enjeux de société. Comment répondre à cette défaillance des familles qui n'est pas le fait d'une démission volontaire mais d'un désarroi face à la situation ? Comment aider les parents à assumer leurs rôles éducatifs?

3- La fin d'une culture ouvrière.

Le système reposant sur les valeurs de la culture ouvrière est en voie de disparition. Les acquis sociaux volent en éclat. Les effets en sont désastreux; pression croissante au travail, précarité de l'emploi. L'expérience du chômage s'est diffusée des parents aux grands frères, puis aux cadets. Certains jeunes n'ont vu ni leur grand-père ni leur père avoir un travail suivi. La reprise économique momentanée se manifeste par une flambée de l'intérim et des emplois précaires.

Pour les jeunes issus de l'immigration, la situation est encore plus complexe. Comment perçoivent-ils leurs pères qui ont donné leur force de travail, leur savoir à la France, alors que celle-ci les méprise en ne leur reconnaissant pas un droit élémentaire: celui de s'exprimer par le vote, acte significatif de reconnaissance et de démarche citoyennes?

La disparition de branches entières de la production industrielle, la dévalorisation des emplois manuels et de la force physique privent d'emploi les jeunes des classes populaires qui n'ont souvent d'autres atouts que leur force de travail. L'armée, la police, les services de gardiennage et de sécurité sont des débouchés très recherchés, en partie parce qu'ils valorisent la force physique et la virilité.

Le report indéfini de l'accès à un emploi stable et, en conséquence à celui de la formation d'un couple et d'une famille multiplie les risques de délinquance précoce: fugues, drogues, alcoolisme...

4- Crise des lieux de régulation.

La violence urbaine est la forme contemporaine de la violence des rapports sociaux. Elle explose dans un contexte de crise des lieux traditionnels de régulation.

La famille régulait les conflits de génération et permettait la transition de l'adolescence à l'âge adulte. De nombreuses familles n'ont plus la capacité de faire face, et les conflits, liés à la recherche de limites pour les jeunes, quittent le domaine du privé pour éclater dans domaine public.

Le monde du travail régulait les rapports sociaux liés à l'exploitation économique. La sortie de l'ère industrielle s'accompagne d'un processus de désaffiliation, de précarisation et de perte de repères.

Aujourd'hui, la construction du sujet est individuelle. Il faut se faire soi-même et il est difficile à un individu exclu de se construire. Le sujet se sent nié, méprisé, incapable d'éprouver de l'estime de soi, privé de moyens de subsistance et d'expression. Il lui arrive de se sentir habité par la haine, devenir enragé, ce qui peut provoquer des passages à l'acte contre soi et contre les autres. Avec la fin des "banlieues rouges", le concept de classes dangereuses tend à s'estomper, mais dans l'imaginaire collectif, les jeunes de banlieues continuent à représenter une menace.

Toute société veut créer un monde parfait, comme il n'y a pas qu'amour et entente cordiale, on stigmatise le mal, on cherche des responsables (aujourd'hui les banlieues et les violences urbaines) qu'on veut circonscrire et expulser, pour permettre aux autres de mieux vivre. C'est Charles Rojzman qui fait cette analyse en prenant pour exemple les juifs pour le régime nazis, les capitalistes pour le régime communiste, ... Cela tourne vite à un fonctionnement totalitaire. Il faut savoir accepter un relatif désordre. C'est le défi de la démocratie que de créer un cadre républicain qui puisse supporter un peu de désordre. Il y a violence car le conflit est impossible, il y a de moins en moins de communication entre les banlieues et le reste de la société, entre les habitants et les institutions...Il faut réhabiliter le conflit, la différence, la confrontation, il faut "conflictualiser" la violence.

5 -La délinquance en col blanc.

Notre société met en avant l'individualisme, la débrouillardise personnelle, la compétition, le paraître, l'immédiateté, la jouissance à se soustraire aux lois, la réussite rapide à n'importe quel prix. On peut remarquer que les valeurs du délinquant, du hors la loi, sont celles que la société légitime dans une certaine mesure

Il y a une crise totale de nos représentations de la société. La démocratie présuppose que les élus politiques incarnent les valeurs fondamentales d'éthique, de sens du devoir et de respect des Droits Fondamentaux de la Personne Humaine. Or les affaires judiciaires touchant plusieurs de nos responsables politiques sont nombreuses. Certains ont même été réélus alors qu'ils avaient été traduits au Tribunal pour abus de biens sociaux. Cette corruption en haut lieu a un effet très néfaste sur les individus qui ont des conditions de vie difficiles, certaines peines et condamnations les incitent à douter de l'équité devant l'institution judiciaire.

6- La drogue

Les habitants des quartiers sensibles souffrent de se sentir exclus:sans boulot, sans argent, sans logement à soi. Les actes de déviance: délinquance, toxicomanie, attitudes suicidaires, fugues trouvent leur fondement dans le sentiment de ne pas être ni aimé, ni écouté ni compris. L'usage de produits toxiques (drogue + alcool + médicaments) entraînant une dépendance leur fait oublier quelques instants la grisaille du quotidien et le sentiment d'être inutiles. L'alcool touche maintenant des jeunes de moins de 16 ans. Des adultes dépressifs deviennent "accros" aux médicaments. Ces produits, à terme, détruisent la personnalité et conduisent à une déchéance physique et mentale. Les problèmes de santé publique doivent mobiliser tout le système médico-social, la lutte contre la violence de l'autodestruction doit retenir l'attention de tous. Essayons de distinguer les différents éléments de ce problème, afin de proposer des mesures adaptées qu'il faudra ensuite avoir le courage de mettre en œuvre.

En ce qui concerne les drogues douces, la dépénalisation du cannabis, qui n'a pas d'effet majeur sur la santé, permettrait de casser tout un réseau de petits dealers, et de mobiliser toutes les énergies sur la lutte contre les

drogues dures. On peut supposer que la suppression de son aspect illicite ne devrait pas entraîner une très forte augmentation de la consommation.

Les consommateurs de drogue dure doivent être considérés comme des personnes malades avant d'être désignées comme délinquantes. A ce titre ils ont surtout besoin de soins, de cures, d'accompagnements, de traitements médicaux et psychologiques. Il en est tout autrement des dealers de drogue dure pour qui il faut avoir une action répressive. Ils doivent être poursuivis, arrêtés et condamnés. Ce sont souvent de vrais bandits, en général bien infiltrés dans les milieux mafieux. Ils ne sont pas très jeunes, ils n'habitent pas forcément en banlieue, mais y tissent des réseaux par intermédiaires interposés, la plupart mène la grande vie, et ne subit pas les phénomènes d'exclusion.

7 -Le racisme,

La pente vers la délinquance est aussi liée à un déficit de considération et à un repli sur soi. Dans l'ensemble de la société on vit souvent en cercle fermé. Les gens fréquentent ceux qui leur ressemblent., qui ont le même niveau de vie, d'éducation, les mêmes goûts. On s'oriente vers un fonctionnement presque clanique de la société: celui que est différent devient étranger, devient une menace. Actuellement il y a une montée du racisme anti-français dans les quartiers difficiles. Les enfants d'origine française, qui peuvent être minoritaires dans les collèges de banlieue, sont quelque fois les "souffre douleurs" et peuvent être l'objet de propos vexatoires et humiliants de la part de bandes d'adolescents ou d'adolescentes d'origine étrangère. Les bandes sont extrêmement intolérantes et favorisent la peur de la différence.

Par ailleurs les jeunes issus de l'immigration vivent ainsi que leurs parents un racisme au quotidien. Il faudrait créer des lieux qui permettent à ces populations victimes de racisme de déposer des plaintes pour discrimination raciale concernant l'accès à un emploi, à un logement. Leur situation s'apparete au problème des femmes battues. Tant que ces femmes étaient reçues par des ricanements dans les commissariats, ce phénomène n'était pas pris en considération par la société. Il a fallu des années de luttes, une législation mieux appliquée et l'ouverture de maisons d'accueil et d'écoute pour que les femmes portent plainte et que la justice reconnaisse leurs droits.

En janvier 1999 le Ministre de l'Intérieur demandait à chaque Préfet de mettre en place une Commission Départementale d'Accès à la Citoyenneté. (CODAC.) Un numéro de téléphone: le 115, devait permettre aux victimes de discriminations raciales de disposer, pour la première fois, d'un lieu officiel d'expression et d'examen de leurs récriminations. Après deux ans de fonctionnement de ce dispositif il semble que son application soit très inégale d'un département à l'autre. Il est urgent que la loi antiracisme soit mieux respectée par tous.

8 -La gestion de l'espace public.

Les incivilités qui renforcent le sentiment d'insécurité sont le signe d'un dérèglement social. Ce sont souvent dans les espaces publics qu'ont lieu les incivilités: bus, gares, allées d'immeubles, hall des centres commerciaux, places publiques, entrées des cages d'escaliers, devant les collèges et les équipements sociaux-éducatifs...Elles se manifestent par du bruit, des dégradations, des activités délictueuses (trafic en tout genre) et la présence forte d'un type de population qui exclut l'autre. Aujourd'hui les actes des uns et des autres perdent leur coexistence commune. L'espace public qui accueille des pratiques et des sociabilités variées est de plus en plus un territoire où se mêlent l'inconnu, l'imprévisible, l'immaîtrisable il est temps de se réapproprier cet espace pour y retrouver une maîtrise collective de la vie en commun.

Les élus locaux devraient être attentifs au fonctionnement des lieux publics. Il y a des indices précurseurs d'un début de dysfonctionnement: absence de mixité homme-femme, origine ethnique, âge de la population... Une réflexion sur les aménagements urbanistiques (éclairage ou non, lieux découverts ou à l'abri du regard) doit être menée et peut aider à une meilleure gestion de l'espace. Il faut un entretien régulier des lieux extérieurs.

La gestion de l'espace public est du domaine du politique. Les nouveaux acteurs de l'espace public: gardien d'immeuble, agent d'ambiance, professionnels de l'hospitalité, tous ceux qui ont une rôle de médiation... peuvent aider à la redéfinition des règles d'usage.

9- Les contrats locaux de sécurité (CLS)

Lors du colloque des Maires de France " Des Villes sûres pour des Citoyens libres" à Villepinte en 1997 Lionel Jospin a réaffirmé que la sécurité est un droit fondamental des citoyens. Le Premier Ministre a redit aussi la nécessité d'être à l'écoute des victimes. Les Contrats Locaux de Sécurité ont été mis en place en octobre 1997. Par rapport aux précédents dispositifs (plans locaux de sécurité, Conseil Communaux de Prévention de la Délinquance.) les CLS ont la volonté de travailler d'une façon transversale entre institutions. Localement ce dispositif est sous l'impulsion des Préfets, des Procureurs et des Maires. On peut regretter que la plupart des CLS aient été construits sur un même modèle sans tenir compte des spécificités locales. Dans de nombreux

CLS il y a une tendance forte à la répression, à la stigmatisation des "populations dangereuses" : jeunes des cités, SDF, sans papiers, prostitués

Il est important de faire vivre les CLS, en prenant en compte la civilité dans les politiques urbaines. En dehors des problèmes importants de moyens supplémentaires, un état d'esprit de coopération et des méthodes de travail en commun doivent présider à ce dispositif. Une remise en cause du fonctionnement traditionnellement fermé de certaines institutions est nécessaire.

La circulaire d'application insiste beaucoup sur la nécessité d'associer les populations dans l'esprit de la démocratie participative et d'exercice de la citoyenneté. Il est fondamental, que les CLS gagnent la confiance des populations. Certaines villes ont transformé leur nom en "Contrats Locaux de Solidarité" Un symbole, un état d'esprit qui implique une démarche éducative et pas seulement répressive. .

En résumé, la mise en place réelle des CLS nécessite:

-Une véritable concertation de tous les acteurs de la vie sociale, civile et institutionnelle de la cité.

-La création de lieux de vie et de rencontres pour tous.

-L'aide aux associations de terrain pour favoriser toute initiative visant à créer des espaces de dialogue.

-L'amélioration du cadre de vie, que celui-ci soit l'objet d'un traitement égalitaire et que certains quartiers ne soient plus laissés à l'abandon.

10- La Police

La police, comme beaucoup d'institutions, a la tentation de se dérober au regard extérieur. Il y a eu jusqu'à maintenant peu de transparence. Depuis la guerre d'Algérie et après mai 68. la police a été orientée vers une mission de maintien de l'ordre par rapport aux étrangers, aux mouvements sociaux, aux étudiants, aux gauchistes...Il y avait une notion de lutte contre l'ennemi intérieur. C'était une police répressive, peu attentive aux préoccupations des citoyens, quelquefois raciste et largement inadaptée à la conduite de stratégie de sécurité de proximité. Aujourd'hui sa mission et son travail sont réorientés vers la prévention dans les

Quartiers. En mars 2000, le Ministère de l'Intérieur a organisé "Les Assises de la police de proximité" à la Villette, Il a été annoncé que la mutation de la police devait s'accompagner de professionnalisme et de déontologie. Les policiers doivent être plus présents, plus responsables plus polyvalents. Il a été réaffirmé l'opposition à municipaliser la police nationale. La police de proximité a été mise en place sur 67 sites pilotes de 33 départements. D'ici 2002 la totalité du territoire sera couverte. Le Gouvernement souhaite une véritable mutation de cette profession qui, en 2005 verra un quart de ses effectifs partir à la retraite. Parallèlement, 8500 adjoints à la sécurité (ADS) ont été créés, mais avec un statut d'emploi-jeune. ;

Il y a un problème très spécifique avec le fonctionnement de la BAC (Brigades Anti-Criminelles) qui se comportent comme des "shérifs" .Leurs interventions sont le plus souvent vécues comme des agressions. L'effet immédiat de ces méthodes est de créer une cohésion du quartier autour des délinquants, renforçant la loi du silence, l'impunité et le développement des zones de non-droit.

Déontologiquement, la police est là pour faire respecter les lois. Il est fondamental que ceux dont c'est le métier les respectent eux-mêmes. La police doit garantir ordre et sécurité et non pas générer directement ou indirectement désordre et insécurité, L'incivisme policier est porteur de germes dangereux .

Comme beaucoup de métier qui représente l'autorité, la police, dans certains quartiers, dans certaines circonstances, est critiquée, chahutée, agressée. Les mouvements sociaux qui traversent régulièrement ce corps professionnel témoignent des difficultés que rencontrent ce personnel dans l'exercice de sa fonction. Les policiers ont des choses à dire sur le dysfonctionnement de notre société. Il est important d'écouter leurs souffrances leurs difficultés sans aller pour autant vers un excès de mesures sécuritaires. Pour faire respecter la loi commune, ces métiers d'autorité doivent être soutenus. Il faut mettre en œuvre des moyens en terme de formation, de soutien, d'analyse de la pratique, pour aller vers une police juste et sage qui soit garant de l'ordre public.

11- La Justice

Pour satisfaire la volonté populaire de voir les affaires de petite délinquance jugées rapidement, il a été privilégié depuis quelques temps le traitement de la petite délinquance par le système de comparution directe. Il faut savoir que la justice travaille avec des moyens constants et que cette priorité là se fait au détriment du traitement de la grosse délinquance (financières et économiques). Au parquet de Lyon par exemple, plusieurs affaires de droit du travail restent en instance depuis 2 ans et risquent la prescription.

Le nombre de mineurs en prison est en augmentation (4500 sont passés en prison en 1999). 13 DER (Dispositif Educatif Renforcé) appelés quelque fois UEER (Unité à Encadrement Educatif Renforcé) ont été créés.

Les crispation du corps social poussant à l'incarcération ne sont par porteuses d'avenir. Les séquelles de la prison sont des ruptures qui désocialisent un peu plus les délinquants et sont porteurs d'une plus grande

violence à la sortie. La prison pour mineurs produit 70% de récidive. Il faut donc au maximum éviter le recours à l'incarcération qui est un lieu de déresponsabilisation, et élaborer des réponses éducatives en tenant compte de l'histoire et de la personnalité du mineur. Ce travail éducatif est préconisé par l'ordonnance de 1945, ce texte fondateur de la justice des mineurs n'est pas assez appliqué dans l'esprit de la loi. On peut regretter que plusieurs mairies ont supprimé les éducateurs de rue pour les remplacer par une police municipale. Le droit civil est le droit de la responsabilité il oblige à réparer et il implique toutes les personnes qui ont à voir avec le fait. C'est un droit de confrontation, celle de la victime et de l'auteur. Si nous voulons civiliser la réparation des jeunes, il faut civiliser la réparation des préjudices. Les juges civils ont à leur disposition une variété de modalités de réparation des préjudices subis. Cette juridiction pense que les protagonistes pourront continuer à vivre ensemble dans le même quartier

III- Quelques propositions et pistes d'actions

1- le Service Public, enjeu de citoyenneté.

La société française est le résultat d'une tradition laïque, empreinte de valeurs républicaines basées sur le principe de l'égalité des chances. Aujourd'hui cette notion est malmenée d'une part avec une augmentation de l'exclusion touchant toujours davantage d'habitants et d'autre part avec une augmentation des grosses fortunes et des enrichissements personnels très rapides. L'ambition républicaine c'est de permettre à chaque citoyen d'accéder à un ensemble de services dont dépendent sa liberté, sa sécurité et un minimum de biens (éducation, logement, santé...) indispensables à la dignité de la personne humaine. Les fondements de cette tradition républicaine sont aujourd'hui ébranlés. Si nous voulons que le service public redevienne l'outil d'intégration dont notre monde a besoin, il faut le renforcer. C'est pour cette raison que le MAN en fait un préalable à toute entreprise de lutte contre l'insécurité et les violences, qu'elles soient urbaines ou non. Le service public doit permettre un accès à la citoyenneté en s'appuyant sur l'égalité des chances pour tous. Revitaliser de véritables services publics, c'est une condition première et essentielle pour casser la spirale de la violence.

La formation initiale et continue mettant l'accent sur le développement personnel, sur une meilleure connaissance et une meilleure compréhension de ses limites psychologiques, sur un apprentissage à la gestion non-violente des conflits est nécessaire pour l'ensemble du personnel d'accueil des services publics. Des séances d'analyse de la pratique dont le but est de permettre une prise de distance du personnel vis à vis de leur vécu professionnel sont indispensables. Il convient aussi de multiplier les rencontres entre les citoyens et les personnels des services publics dans un cadre (par exemple des comités d'usagers) permettant l'émergence et l'élaboration d'initiatives communes. Il s'agit à travers une meilleure connaissance de l'autre, d'avancer vers une meilleure reconnaissance mutuelle.

2 -Gérer sa peur, ses émotions.

Face aux phénomènes de montée des incivilités et des violences dans la cité, il faut analyser, réfléchir pour faire des propositions, mais il faut aussi travailler sur son ressenti, sur ses émotions. Et si il s'agit de changer les services publics, changer la société il faut en même temps changer les individus à commencer par chacun de nous.

Prendre de la distance avec l'émotion, gérer sa propre peur est une des spécificités de la Non-Violence.

Lorsque l'on est témoin d'une scène violente à la télé ou, en réalité dans la rue ou dans le métro, on reste souvent coi, sans voix, sans réaction. Le corps est comme anéanti. La peur nous envahit. La peur bâillonne la parole. "J'ai la gorge serrée" dit le dicton populaire.

Pourquoi a-t-on peur? Pourquoi un groupe de jeunes en bas d'un immeuble fait-il peur? Le nombre, le bruit qu'ils font, le fait qu'ils soient différents de soi peut inquiéter, peut être vécu comme une menace. L'incompréhension, le racisme s'alimentent de ces peurs secrètes, elles font partie de nous. Il ne sert à rien de les nier, il faut au contraire les connaître, les reconnaître, les maîtriser, les canaliser.

Les mécanismes de représentation de l'autre, d'identification, d'interaction sont très complexes. Celui qui est considéré comme l'ennemi devient, petit à petit et inexorablement l'ennemi. Les jeunes en groupe savent qu'ils font peur. Ils se comportent alors sur le mode qu'on attend d'eux: agressifs. provocateurs. Ils veulent justifier leur réputation. Un petit rien, un sourire, un bonjour peut quelquefois désamorcer une attitude d'indifférence ou de mépris.

Il y a souvent autour des violences urbaines, l'amplification de rumeurs ou, parfois une volonté de manipulation. Il est important de distinguer le "fait" de "l'opinion et du" sentiment ". C'est la base de toute technique de communication. Exemple: .

-Un fait : " Une voiture a brûlé cette nuit devant l'immeuble n° 10"...

- Une opinion: " Je pense que ceux qui ont commis cet acte ne sont pas du quartier"...
- Un sentiment." Je ne peux plus supporter ces actes de délinquance",...

Il faut parler pour prendre de la distance avec son émotion. Apprivoiser la peur, c'est oser prendre la parole. Il faut laisser exprimer toute la souffrance qui étouffe, par les mots il faut sortir de l'isolement du silence.

Parler, c'est faire tomber la haine qui est en nous et désamorcer le bras prêt à frapper ou les jambes prêtes à se sauver. Au début du XXIème siècle, il est désolant de constater la pénurie des mots et le manque de vocabulaire chez certains concitoyens. Nombreux sont ceux qui ne disposent que de quelques centaines de mots, alors que la langue courante en exige un minimum de quelques milliers. Pour apprendre l'utilité des mots il est indispensable d'avoir expérimenté l'importance d'être écouté.

Exprimer sa souffrance par des mots, cela devient possible si le corps maîtrisé le permet, si les jambes cessent de trembler, si le cœur ne bat plus la chamade et que la respiration se fait plus calme. .

Sinon, comment exprimer son mal-être autrement que par des coups? Comment accepter ses propres sentiments si on ne sait les nommer?

Les intervenants sociaux qui subissent de plein fouet la colère des habitants des quartiers ont besoin d'être écoutés longuement pour pouvoir à leur tour faire face aux situations. Des formations spécifiques sur la gestion de la peur, sur la résolution des conflits devraient être proposés à toutes les personnes en prise directe avec du public. C'est particulièrement nécessaire pour les gardiens d'immeubles, les agents d'ambiance, les professionnels de l'hospitalité et tous ceux qui ont un rôle de médiation. En présence de manifestations émotionnelles fortes, lors des conflits rencontrés quotidiennement, il est fondamental :

-De savoir apprécier rapidement la situation.

-De permettre à chacun d'exprimer ce qui provoque ce conflit afin de prendre de la distance.

Il est donc indispensable d'avoir travaillé sur son propre ressenti de peur, d'agressivité ou de colère pour être capable d'accueillir l'expression émotionnelle d'autrui, pour tendre l'oreille vers celui qui ne sait communiquer que par la violence, et pour rétablir les conditions du dialogue afin de trouver des solutions à un conflit.

3-Restaure la parole

On sent chez les habitants des quartiers sensibles la souffrance de se sentir exclu, d'être sans boulot, sans argent, sans logement à soi. De plus tout acte de déviance, de violence contre les autres ou contre soi comme la toxicomanie, les attitudes suicidaires, trouvent souvent son fondement dans une profonde détresse, le sentiment de ne pas être aimé, de ne pas être écouté, de ne pas être compris. Face à toute cette souffrance, il faut créer des lieux de parole, de tolérance, de reconnaissance, et de régulation.

Groupes de parole.

Lorsqu'il se crée un véritable climat de confiance, sans culpabilité ni condamnation, de plus en plus de parents reconnaissent leurs difficultés dans le rôle éducatif auprès de leurs enfants. Ce sujet, loin d'être réservé aux seuls parents défavorisés touche désormais toutes les couches de la société. Riches ou pauvres, de nombreux parents ne sont pas démissionnaires, mais désemparés, souvent culpabilisés et isolés. Les mutations sociales, économiques, culturelles, les conditions de stress au niveau du travail ou du chômage, la difficulté des valeurs à transmettre, la fatigue des individus à être performants partout... ont des incidences jusque dans la sphère privée. D'autres facteurs internes à la cellule familiale interviennent également: la complexité de l'affiliation, la crise de la famille traditionnelle, l'influence extérieure dans l'éducation (télé, nouveaux médias...).

Il y a nécessité d'aider à la parentalité. Deci de-là, des groupes de parole, des lieux d'écoute existent. Ils ont cette fonction. Il ne s'agit pas de regretter l'ancien régime d'autorité. Les modes d'intervention traditionnels ne sont plus adéquats. Il faut inventer, en revitalisant, la fonction de transmission de savoir-faire, de savoir-être, de valeurs. Il y a chez les familles populaires des capacités affectives, éducatives en jachère qu'il faut revaloriser.

Notre société se doit de mettre en place différentes structures (avec des moyens financiers, matériels, pédagogiques..) qui permettent aux habitants de se rencontrer et d'agir ensemble pour recréer du lien social.

Il est très important d'instaurer des lieux de débat pour se parler, se retrouver, reprendre des thèmes oubliés aussi essentiels que le rôle de la famille; la place du père, de la mère, l'autorité, la sexualité, le rapport jeune-adulte, la relation individu-société, la religion, la tradition, la modernité, la masculinité, la gestion de la violence... Les jeunes sont souvent perçus comme source de problème et de souci, alors que c'est une force vive qui a besoin d'être écoutée, acceptée et accompagnée. La jeunesse a besoin d'adultes à ses côtés, des adultes qui soient vivants, actifs, qui puissent transmettre des valeurs, des savoir-être, il faut tout faire pour maintenir le dialogue entre les jeunes et les adultes.

Maisons de droit.

Il faudrait mailler nos villes avec des Maisons de Droit. Elles seraient des lieux d'expression des conflits animées par un collectif de médiation composé de professionnels et de bénévoles associatifs. Tous les conflits, les tensions collectives, les incivilités quotidiennes pourraient s'exprimer. Une réponse ou une solution immédiate éviteraient que la situation ne dégénère. L'exécution des sanctions serait également rapide, avec un souci pédagogique. Devant les troubles du bien commun, on a besoin de réponses apaisantes d'une société qui ne diaboliserait plus une partie de ses membres.

C'est ce que, depuis septembre 2000, l'association A.P.R.E.S. d'Amiens a commencé à mettre en place par un "Service de réparation pénale à l'égard des mineurs". Cette démarche s'inscrit pleinement dans l'Ordonnance du 2 février 1945. Elle se situe plus dans l'éducatif que dans le répressif, s'applique dans la durée, de façon individualisée. Elle vise à rendre l'auteur conscient de son acte, puis acteur de la réparation. Les parents sont associés fortement à cette démarche, mais la "victime" est également sensibilisée à la portée de la réparation dont elle est l'objet. C'est une démarche citoyenne du règlement de la petite délinquance.

Associations de jeunes

Sur ce thème aussi il y a bien souvent méconnaissance, peur et incompréhension. Il suffit qu'un groupe de jeunes d'origine étrangère organise des activités (soutien scolaire, activités sportives...) pour qu'il soit diabolisé et suspecté de communautarisme. Il faut bien reconnaître qu'il y a eu quelques dérapages intégristes parmi certaines associations issues des banlieues. Néanmoins il est nécessaire de soutenir la constitution de groupes d'habitants, de regroupements de jeunes. C'est le rôle des militants de quartiers d'aider à un fonctionnement démocratique de ces organisations qui émergent de la base.

Les municipalités et les intervenants ont parfois tendance à isoler les leaders des associations de leur base en les mettant trop vite en avant ou en les accablant trop tôt de la responsabilité du quartier. Les associations de jeunes sont éphémères et souvent des lieux de luttes intestines. Mais elles peuvent également participer à la restauration de la vie démocratique et citoyenne d'un quartier. Il est de la responsabilité des partenaires sociaux d'établir des relations saines avec tous ces collectifs d'habitants .

La meilleure façon d'éviter les risques du communautarisme, du regroupement de jeunes par ethnie, par nationalité d'origine, ce qui favorise la constitution de ghetto est de faire en sorte que tous les jeunes de banlieue ou pas puissent accéder aux associations, aux structures de droit commun (mouvement d'éducation populaire, associations sportives et de loisirs, syndicats...) . La participation à la vie sociale où on côtoie des personnes différentes de soi, de tous âges, d'origine sociale variée, voir de religion différentes, est une véritable école de la vie, une apprentissage à la tolérance et à la citoyenneté.

Pratique de l'islam

Dans les quartiers où résident des populations musulmanes se sont créées des salles de prière pour l'exercice du culte. C'est le plus souvent un office HLM qui a mis à disposition un appartement au rez de chaussée d'une cité. Généralement ces lieux de prière sont utilisés par les pères de famille.

La population musulmane est installée sur le sol français depuis plusieurs années et le vieillissement de cette population s'accompagne naturellement d'un retour à une certaine spiritualité. S'approchant de la mort, il est normal de chercher à se réconcilier avec Dieu.

Les salles de prière sont aussi des lieux où les hommes se retrouvent entre eux. Réduits à l'inactivité du fait du chômage, de la retraite, ou de la maladie, les hommes sont condamnés à rester à la maison. Dans la culture méditerranéenne l'intérieur n'a jamais été le lieu de l'homme. La salle de prière joue ce rôle de lieu spécifique extérieur à la maison pour les hommes.

Les femmes, le plus souvent à l'initiative des intervenants sociaux, utilisent les structures de quartier et les activités du centre social. Les hommes ont été, en quelque sorte oubliés par les structures sociales. Ils se retrouvent au café ou dans les salles de prière qui jouent un rôle social important de lutte contre l'isolement, Certains jeunes de banlieue fréquentent aussi les salles de prière. Si l'islamisation des jeunes d'origine musulmane inquiète l'environnement, ce retour aux valeurs religieuses représente, pour de nombreux jeunes, une possibilité de se structurer. Mais le tragique itinéraire de Kaled Khelkal est là pour rappeler qu'il y a aussi une instrumentalisation de la misère et de la révolte à des fins extrémistes et terroristes.

Le fonctionnement quasiment secret de ces salles de prière conduit sans doute à des activités de clandestinité, d'opacité, de tension et de lutte d'influence entre imams plus ou moins formés. Une attitude plus courageuse serait l'ouverture de lieux de culte dans le domaine public, avec des imams reconnus et formés.

Les femmes auraient alors accès à ces lieux de culte, ce qui n'est pas le cas dans les salles de prière de quartier. Plus de transparence limiterait sans doute les rumeurs, les fantasmes, et les peurs. Ce serait aussi un geste de reconnaissance officielle de la deuxième religion de France.

4- Faire respecter la loi.

Vivre en collectivité, c'est accepter que la relation à autrui passe par le cadre de lois, de règles ou de contrats. C'est respecter de multiples contraintes pour accéder à des relations apaisées. C'est savoir se poser en garant de lois et de règles, mais aussi savoir objecter en conscience face à des dispositions estimées injustes. Une collectivité a besoin, pour se développer d'un cadre clairement établi et porteur de sens pensé et porté par ses membres. Le conflit est la manifestation d'une transgression de ce cadre, ou le signal de l'inadaptation de celui-ci, ou bien encore l'indication de la faiblesse du garant. Résoudre un conflit passe tantôt par le maintien du cadre jugé pertinent, tantôt par la négociation d'un nouveau cadre plus satisfaisant. " (IFMAN : Institut de recherche et de formation du MAN, programme 2001).

Beaucoup de jeunes n'intègrent plus la règle commune. De la démission des pères à la perte de l'autorité et du sens moral, jusqu'à la dissolution de la responsabilité, de l'attrait du gain à l'influence de la télévision... tout a été dit. Il faut toutefois souligner que les jeunes n'ont pas le monopole des comportements incivils, illégaux et violents. Tous les scandales en haut lieu de notre société participent à un climat de corruption. Dans les quartiers les auteurs des délits ne sont pas seulement les jeunes, notamment dans le trafic de haut niveau de la drogue dure. Une part de l'incivilité et de la violence de la jeunesse est un effet boomerang de celle des adultes. Ce n'est qu'en œuvrant à une société respectable que celle-ci sera davantage respectée. Il faut rétablir la loi qui protège de la violence des autres et de sa propre violence. Il y a besoin d'une loi commune pour vivre ensemble. Les actions de citoyenneté qui se développent de ci de là sont intéressantes à condition qu'elles donnent aux enfants et aux jeunes la possibilité d'être co-auteurs de règles. De plus les actes hors la loi doivent être punis. Mais on sait bien que la "judiciarisation" de la délinquance des mineurs témoignent de l'échec de la prévention, de l'insertion et de l'éducation, et que le tout judiciaire contient le germe d'une progressive dévalorisation de l'intervention de la justice. C'est pourquoi toutes les actions de médiation qui travaillent sur le rétablissement du dialogue, qui permettent aux deux parties en présence de reconnaître leur responsabilité dans le conflit et de trouver une solution, qui instaurent des sanctions-réparations, et qui retissent du lien social, sont à développer.

5- Violence structurelle: créer un rapport de force.

En banlieue se concentrent toutes les violences fondamentales : violence économique, exclusion, chômage, pauvreté, racisme, mal vivre, alors que la France reste un pays très riche. C'est la conséquence de la fracture sociale. Franchement il y a des raisons d'être révolté. Il faut travailler sur cette colère, sur cette révolte pour qu'elles tendent à améliorer les conditions d'existence et à obtenir des droits humains. Les jeunes se méfient de la représentation et de l'instrumentation. Ils sont en général très critiques sur tous les dispositifs de la politique de la ville dont ils voient les failles. Il faut, c'est vrai, des moyens financiers et humains spécifiques et supplémentaires en banlieue. Mais il faut surtout développer des instances de démocratie locale, de citoyenneté pour débattre, pour se regrouper, pour se faire entendre, pour participer à la vie active, pour dénoncer les injustices les plus criantes, pour se fixer et atteindre des objectifs précis. Par exemple faire en sorte qu'un certain nombre de jeunes qui cohabitent chez les parents obtiennent un appartement, cela peut donner un peu d'espoir dans une situation qui paraît immuable. Les initiatives qui éveillent à l'action citoyenne sont nombreuses et variées: groupes de femmes, associations créées par des jeunes, réseaux d'échanges et de savoirs, expressions collectives dans des domaines artistiques, enquête faisant ressortir l'insalubrité d'une résidence, etc. Elles ont un point commun: mettre en oeuvre une démarche collective.

Les habitants de banlieue acceptent beaucoup de choses : le chômage, la misère, le racisme, mais ils ne supportent plus d'être considérés comme des citoyens de seconde zone. Il faut éviter à tout prix de victimiser les jeunes de banlieue. C'est vrai que leur existence est difficile mais tout doit être mené pour qu'ils deviennent acteurs de leur vie. Cela peut passer par des aspects culturels (écriture, musique, danse, théâtre....) mais surtout par une implication citoyenne dans l'organisation de la cité : participation à des associations, aux réunions avec la mairie, rencontres avec les adultes

Certains dispositifs de lutte contre l'exclusion créés à l'origine dans un esprit de solidarité peuvent avoir des effets pervers et glisser vers l'assistanat. Il faut être vigilant à cette dérive car elle maintient l'individu dans une position basse, une position où il n'a rien à donner, où il a tout à recevoir. Cette attitude augmente la dépendance, l'impuissance et paradoxalement accentue le niveau d'exigence, d'insatisfaction et de rejet de la société. La notion de contrat, d'échange, de réciprocité, de contractualisation de relation avec un organisme (contrat de travail, réciprocité de service rendus entre voisins, contrepartie...) devient comme étrangère à certaines personnes. La création, le maintien ou le renfort de liens sociaux et contractuels font partie de la vie collective, condition nécessaire à la dimension humaine. La société doit solidarité à tous ses membres, solidarité, contractualisation veulent dire que l'on croit la personne capable d'évoluer, de se prendre en charge, de jouer sa vie, de prendre des décisions, de s'engager "en tenant sa parole". Reconnaître véritablement la dimension humaine de chaque individu c'est mettre en place des règles du jeu claires, fiables,

explicables et expliquées. C'est mettre en place des échanges, c'est-à-dire un ensemble de droits et de devoirs qui en sont la contrepartie indissociable. La réciprocité permet de traiter à égalité, c'est la condition de la démocratie.

Conclusion:

Réfléchir, parler, agir sur les violences, sur l'insécurité est un véritable défi, car ces violences sont en écho avec l'état de la société et des institutions. La violence est présente sous toutes ses formes dans l'ensemble du corps social: xénophobie et violences dans les entreprises, violence économique et sociale, violences institutionnelles, violences familiales.... Pour aborder la question des violences urbaines, il y a obligation de mêler toutes les approches et toutes les logiques pour tenir compte de la complexité des situations. C'est en combinant différentes stratégies que les partenaires et les intervenants avec les habitants peuvent travailler ensemble pour inventer des solutions. On multiplie ainsi les angles d'attaque et les possibilités de réussite. Cela prévient les effets pervers de chaque système et pousse à l'engagement personnel et au changement des institutions. Cela redonne le goût de l'engagement dans la vie publique, vecteur de démocratie et de justice. Les collectivités locales ne doivent pas être jugées sur le nombre de policiers supplémentaires ou le nombre d'emplois jeunes sur le terrain mais sur leur capacité à s'entendre avec tous ceux qui font le quartier. Il s'agit de créer des synergies et de construire ensemble des projets humains, concrets qui placent sur le même plan le droit et la justice, la vie collective et le projet individuel.

La violence est en lien avec les effets néfastes du capitalisme mondial triomphant et tant qu'il y aura du chômage et de l'exclusion le problème perdurera c'est pourquoi il faut s'attaquer localement et globalement aux racines mêmes de l'injustice et promouvoir l'égalité des chances pour tous. Mais ne voir dans la violence qu'une conséquence de la situation économique permet à tout un chacun de nier ses propres responsabilités, et de remettre à plus tard ce qui peut être mis en œuvre dès à présent. Il faut aborder la violence comme a été pris en charge la cause des femmes, c'est-à-dire en changeant d'attitude, en agissant au plus près de soi, en en parlant, en créant des alternatives, en osant sortir des logiques simplistes et en inventant des solutions.

Pour rompre avec cette culture de violence, il faut combattre la dérive idéologique véhiculée par les seuls médias qu'assimilent des jeunes les plus en difficulté: publicité, jeux vidéo, slogans médiatiques, série télévisée... Les valeurs transmises sont: le loi du plus fort, le fonctionnement du caïdat, la débrouillardise individuelle, tous ces messages sont renforcés par le travail marketing des plus gros annonceurs en direction de la jeunesse mondiale: Nike, Nitendo. L'idéologie de la violence naturelle s'emboîte à la perfection avec les clichés que véhiculent l'ultralibéralisme, la compétition mondiale, la loi financière. La vision du monde érigé en spectacle illustre et valide les valeurs les plus brutales, les plus stéréotypées. Les valeurs traditionnelles du monde ouvrier (solidarité, lutte contre l'injustice, mouvement d'éducation populaire, importance du collectif...) sont battues en brèche. Il faut redécouvrir des valeurs de reconstruction, de reconnaissance, de valorisation par une culture de lutte et de solidarité.

Face aux violences dans la Cité, il faut développer des instances démocratiques de débats et de reconnaissance, il est important de faire vivre la démocratie au quotidien. Un des objectifs de la démocratie locale est de recréer du lien social et de rendre les habitants acteurs de leur vie. Il faut accompagner les actions citoyennes pour des changements réels de conditions de vie. Il est normal que les jeunes soient en colère mais ils ne doivent pas se tromper de colère. Au niveau des individus comme au niveau du quartier il faut éviter à tout prix le repli sur soi, il faut développer au maximum les liens banlieueville, et habitants-institutions. L'insécurité et les violences soulignent le dysfonctionnement de notre société qui développe trois maladies importantes: la dépression, l'indifférence à l'autre et la paranoïa (victimisation, persécution, dissolution des responsabilités).

La dépression tout d'abord: beaucoup de personnes (jeunes et adultes) dans nos sociétés se sentent inutiles, sans valeur, sans projet, sans avenir. La conséquence est un état de dépression cachée, latente ou reconnue, un recours à diverses formes de toxicomanies (médicaments, alcool, drogue, consommation). Ce sentiment d'inutilité touche notamment des jeunes de quartiers populaires qui ont vécu l'échec scolaire, professionnel, le mépris, le racisme, et qui vivent dans des familles frappées par les conséquences d'une très difficile sortie d'un fonctionnement traditionnel.

L'indifférence à l'autre: le climat de compétition et la "lutte des places" induisent des comportements caractérisés par une forme d'égoïsme, d'indifférence aux autres et d'absence d'empathie. De plus l'attrait de la société de consommation est un terrible piège qui se referme sur de nombreux jeunes happés par le mirage d'une société sans autre perspective que l'argent.

La paranoïa: de plus en plus de personnes dans nos sociétés se sentent impuissantes et réagissent à cette impuissance par un sentiment de persécution, une méfiance et un ressentiment à l'égard des autres, une haine portée à d'autres déclarées responsables de leurs malheurs ou de leurs frustrations. Chez certains jeunes, cette victimisation va s'exprimer par la haine des institutions qui représentent la société, par la méfiance et ressentiment envers le monde extérieur, par le besoin de reconnaissance et de revanche. Les ségrégations, les discriminations réelles vont provoquer chez les personnes les plus fragiles des sentiments de persécution, un mécanisme de défense préventive à l'égard de l'hostilité qui ne va pas continuer à apaiser les tensions.

Face à ces dysfonctionnements de la société, trois pistes de travail sont à renforcer :

- créer les conditions du dialogue en faisant se rencontrer des gens qui ne se connaissent pas,
- travailler sur ses émotions, ses représentations,
- contractualiser des relations d'échanges entre individus, groupes d'individus, instances représentatives de la société civile
- changer les institutions pour qu'elles apprennent à gérer les conflits. L'implication de la société civile reste le plus sûr moyen d'inciter les institutions politiques et administratives à mettre en œuvre des solutions.

Yvette BAILLY
MAN- Lyon

Références :

"Mission sur les violences urbaines": Sophie Body.Gendrot et Nicole Le Guennec .Documentation Française.

"Savoir vivre ensemble": Charles Rojzman avec Sophie Pillods -Editions Syros.

" Hommes et migration", janvier 99, violence et intégration sociale: Didier Lapeyronnie.

" La non-violence face aux violences urbaines": Institut de Recherche sur la Résolution non-violente des Conflits.

"Violence en France" Michel Wieviorka.

"Le principe de non-violence" ; Jean-Marie Muller -Edition Marabout.

"Stop la violence": Christophe Nick

" Pédagogies en milieux populaires" sous la direction de Bertrand Dubreuil -Editions La Licorne- l'Harmattan.

"Le diagnostic local": Jacqueline Lorthiois -ASDIC -Editions W 7996. t y

"Hommes et libertés": revue de la LDH, supplément au n° 108, jan. -mars 2000.

"Monde Diplomatique": mai 2001. I